

Comité spécial sur la réforme électorale de la Chambre des communes
Mémoire à l'appui de la représentation proportionnelle
Soumis par Laurel Ridd

Je remercie Justin Trudeau et le Parti libéral de promettre de remplacer le système majoritaire uninominal à un tour (SMUT) avant la prochaine élection fédérale en 2019.

Le Parti libéral (tout comme les citoyens du Canada) a de nombreuses préoccupations à l'égard de la réforme électorale, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

L'efficacité et la légitimité
La mobilisation

Une forme quelconque de représentation proportionnelle, qu'il s'agisse d'un système avec listes ouvertes ou d'un mode hybride de représentation proportionnelle mixte, serait le meilleur mode de scrutin pour régler ces questions.

Le guide pour engager et mener à bien un dialogue sur la réforme électorale du gouvernement du Canada définit comme suit le principe directeur ayant trait à l'efficacité et à la légitimité : « [R]établir l'efficacité et la légitimité du mode de scrutin en réduisant les manipulations et en renforçant le lien entre l'intention des électeurs et le résultat électoral ». Sous le système de représentation proportionnelle, la proportion de votes pour un parti donné coïnciderait exactement avec la proportion de sièges alloués à ce parti, qui coïnciderait exactement avec le pourcentage du pouvoir exercé par ce parti à la Chambre des communes. Les autres modes de scrutin proposés (voir les points ci-dessous) n'offrent pas cette correspondance exacte par rapport aux choix exprimés par les citoyens. Par conséquent, la représentation proportionnelle est plus à même de « [...] renforcer le lien entre l'intention des électeurs et le résultat du vote ».

Le principe directeur ayant trait à la mobilisation vise à faire en sorte que les citoyens sachent que leur premier choix est tenu en compte directement dans la répartition des sièges et du pouvoir à la Chambre des communes. De plus, comme la représentation proportionnelle favorise la collaboration entre les partis, moins de temps serait consacré après l'élection à renverser les politiques du gouvernement précédent.

Mode de scrutin préférentiel

Le mode de scrutin préférentiel qui est proposé pour remplacer le SMUT comporte des lacunes importantes.

1) Les citoyens dont le candidat de deuxième choix est très éloigné de leur candidat de premier choix et qui résident dans une circonscription où il est fort probable que le candidat de premier choix soit défait seront tentés de rester à la maison le jour de l'élection. Ils ne voudraient pas que leur vote de deuxième choix appuie un candidat (soit utilisé pour donner au candidat plus de 50 % des votes).

2) Les citoyens dont les candidats de premier et deuxième choix seront fort vraisemblablement défaits peuvent décider de ne pas voter.

Le mode de scrutin préférentiel va clairement à l'encontre de la légitimité et de la mobilisation. Faits à noter, personne ne s'est prononcé en faveur du scrutin préférentiel que ce soit lors de la consultation sur

la réforme électorale à Winnipeg avec la ministre Maryam Monsef, de la consultation du Comité spécial sur la réforme électorale ou de l'assemblée sur la réforme électorale du député libéral Robert-Falcon Ouellette.

Scrutin à vote unique transférable

Le scrutin à vote unique transférable est également proposé pour remplacer le SMUT. En ce qui concerne ce mode de scrutin, la Winnipeg Free Press a déclaré ce qui suit : « dans les plus grandes circonscriptions élisant un plus grand nombre de députés, les candidats de petits partis ou indépendants ont tendance à avoir une meilleure chance d'être élus parce que le seuil des votes à atteindre est moins élevé. Les petites circonscriptions élisant un moins grand nombre de députés ont tendance à favoriser les grands partis [TRADUCTION] ». La taille de la circonscription ne devrait pas être un facteur déterminant de la probabilité de gagner pour un parti donné. Une telle situation va à l'encontre de la légitimité et de la mobilisation.

Référendum

À divers moments du présent processus de consultation, on a proposé la tenue d'un référendum sur la réforme électorale. Pour les raisons susmentionnées, un référendum ne serait ni nécessaire ni souhaitable.

1) Le Parti libéral a fait une promesse claire que 2015 serait la dernière élection sous le régime SMUT. À l'élection de 2015, environ 70 % des suffrages ont été remportés par le Parti libéral et autres partis qui se disaient en faveur d'un changement du mode de scrutin. La population canadienne s'est déjà prononcée sur la question.

2) Un référendum serait très coûteux.

3) Le Comité spécial sur la réforme électorale a été créé pour étudier de manière approfondie les divers modes de scrutin en se déplaçant dans l'ensemble du Canada pour consulter les citoyens. Certains modes de scrutin proposés, notamment le vote préférentiel, peuvent a priori sembler intéressants, jusqu'à ce qu'un examen plus poussé en révèle les lacunes. Certains citoyens peuvent même préférer le statu quo parce qu'ils ont soit l'impression que le SMUT leur a été favorable (au détriment des autres) ou qu'ils ont d'autres priorités dans la vie et n'ont simplement pas le temps d'étudier les différents modes de scrutin.

Conclusion

Une forme quelconque de représentation proportionnelle, un mode hybride de représentation proportionnelle mixte par exemple, serait mieux en mesure de répondre aux principes directeurs ayant trait à la légitimité et à la mobilisation. La représentation proportionnelle utilisée en Suède, en Allemagne, au Japon, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et au Danemark ne permet à aucun parti d'avoir l'avantage sur les autres. Les Canadiens veulent un système dans lequel leur premier choix contribue directement à la composition de la Chambre des communes. Au nom des 70 % des électeurs qui ont voté en faveur de la réforme électorale en 2015, je vous remercie de prendre connaissance des présents arguments.